

ÉDITORIAL

Certain(e)s font le voeu de maigrir à l'aube d'une nouvelle année, le CADTM a pris le chemin inverse... et il ne s'en plaint pas. La fenêtre médiatique ouverte par le tsunami terrible en ce mois de janvier (voir p.2) a permis de diffuser très largement nos revendications. Nous avons apporté notre modeste pierre pour placer la problématique de la dette au cœur du débat public. Afin d'accroître encore l'écho de nos revendications, le soutien de tous nos membres et sympathisants est fondamental, leur engagement aussi. Pour bien commencer cette nouvelle année, que nous vous souhaitons heureuse, notamment dans vos combats, n'hésitez pas à renouveler au plus vite votre adhésion et votre abonnement à nos publications. Par ailleurs, des groupes de militants sont actuellement en train de créer des collectifs locaux du CADTM, que ce soit à Nantes, à Marseille, à Valence (voir p.5), etc. Nous souhaitons donc la bienvenue à tous ceux qui nous rejoignent pour un bout de chemin ensemble, que nous espérons le plus long et le plus dense possible. Où que vous soyez, si vous voulez porter notre combat, lancez-vous... On aimerait vous dire : "Vous ne le regretterez pas"...

Ce bulletin est dédié à tous ceux qui veulent se battre pour détricoter le modèle dominant, dont la dette est un des centres nerveux, pour lequel il est plus urgent de rassurer les marchés financiers que de venir en aide à des centaines de milliers de personnes en détresse.

► L'ÉQUIPE DU CADTM FRANCE

TOUS À JUSSIEU LE 7 !

Les pays touchés par le séisme remboursent annuellement 4 fois plus que l'aide promise. Ils ont remboursé 11 fois le montant de leur dette de 1980, et elle est aujourd'hui 5 fois plus élevée. Si le mécanisme de la dette se perpétue, l'aide internationale ira rembourser la dette (voir notre dossier p.2 et 3). Venez-en parler avec nous le 7 février 2005 à 19h30, à Jussieu, amphi 34 A. Métro Jussieu. On a tous plein de choses à dire et à écouter. On met la dernière touche au programme. A bientôt.

CITATION

"Nous voulons émanciper l'esprit des hommes de sorte que l'esprit d'entreprise, l'investissement et le commerce puissent prospérer. Cet objectif est la condition indispensable du point de vue social et politique pour un développement durable."

COLIN POWELL, *LE MONDE*, 7 JANVIER 2005

AGENDA

26-31 janvier : Forum social mondial à Porto Alegre (Brésil).

7 février, Jussieu (75) : soirée organisée par le CADTM Ile-de-France sur le thème "La dette, un tsunami permanent ? Vos dons serviront-ils à rembourser ?". Amphi 34A, à 19h30 (voir ci-contre).

19 février, Poitiers (86) : formation sur la dette organisée par le groupe local CADTM (association Maëva).

2 mars, Créteil (94) : intervention de Damien Millet après le film *Le Cauchemar de Darwin*, en présence du réalisateur (voir p.4).

3 mars, Auxerre (89) : intervention de François Mauger après le film *Life and Debt*.

4 mars, Nîmes (30) : intervention de Claude Quémar après le film *Le Cauchemar de Darwin*.

6 mars, Gien (45) : intervention de Damien Millet.

10 mars, Bordeaux (33) : intervention d'Eric Berr dans le cadre de l'atelier *Economie Politique & Transformation Sociale* d'espaces Marx, sur le thème "Faut-il annuler la dette des pays en développement ?", à 19h.

12 mars, Paris : CA du CADTM France.

15 mars, Auxerre (89) : intervention de Damien Millet sur le thème "La dette est-elle, en continuité de la colonisation, un moyen de l'exploitation des pauvres du Sud par les riches du Nord ?", au Studio du Théâtre, à partir de 19h.

6 avril, Pau (64) : intervention d'Eric Berr dans le cadre du festival Culturamerica après le film *Mémoire d'un saccage*, à 20h30.

7 avril, Aubagne (13) : intervention du groupe d'Aix sur le thème "La dette des pays pauvres", illustrée par le cas du Ghana.

LE TSUNAMI DE LA DETTE

Les tsunamis qui ont semé la désolation sur des zones côtières en Asie et en Afrique de l'Est ont énormément bouleversé l'opinion publique mondiale. La présence de nombreux touristes occidentaux n'y est sans doute pas pour rien. Les causes naturelles, qui semblent tous nous dépasser, ont encore accru le sentiment d'impuissance, même s'il est avéré que le néolibéralisme dominant sape les capacités d'intervention et de réaction des Etats. L'exceptionnel élan de générosité qui s'en est suivi a permis de poser avec acuité le problème de la dette de ces pays. En effet, quel sens peuvent avoir les dons promis alors que les pouvoirs publics des pays touchés par le séisme remboursent plus de 38 milliards de dollars par an ? Dès le surlendemain, nous avons réclamé l'annulation totale et inconditionnelle de la dette des pays dévastés. Le communiqué de presse du CADTM a été repris par l'AFP, puis relayé par la presse quotidienne, comme *la Tribune* ou *l'Humanité*, sur le site internet du *Nouvel Obs*, puis développé dans des interviews sur RFI, RMC Info, Radio Vatican, Radio Ici et Maintenant (Paris), Roc FM (Lille).

Dès que l'idée d'un moratoire (un simple gel temporaire des remboursements) a été avancée par les pays riches, nos déclarations contre ce moratoire et pour une annulation totale de la dette ont pu avoir une ampleur inhabituelle : citation dans deux dépêches AFP, dans *les Echos*, puis une tribune sur ce sujet est parue le 6 janvier dans *le Monde* et *l'Humanité*. Deux jours plus tard, une interview paraissait dans *l'Humanité Hebdo*.

Le 11 janvier, le texte écrit avec Eric Toussaint juste avant la réunion du Club de Paris sur le sujet avait un vrai retentissement national : il insistait sur le fait que les dons allaient surtout servir à rembourser la dette si la dette n'était pas annulée. Une dépêche AFP relayait encore cette prise de position, avant que *Libération*, le bulletin du Réseau Voltaire, *le Soir* et *l'Echo* (Belgique) ne publient le texte intégral. Cet article fut traduit en anglais et en espagnol par le réseau CADTM et diffusé largement dans le monde : par exemple, il a été publié le 18 janvier par le *Bangkok Post*.

Le même jour, Eric Toussaint était l'invité de l'émission "Là-bas si j'y suis", de Daniel Mermet, sur France-Inter, et dans les heures suivantes, c'était un déferlement de visites de notre site internet, d'inscription à nos listes de diffusion, de signatures de pétitions en ligne et de commandes d'ouvrages.

Le lendemain, la mobilisation devant le Club de Paris, qui a déclaré un moratoire bien insuffisant, a regroupé près de 200 personnes réclamant l'annulation totale de la dette. Une délégation de représentants des associations, dont Jérôme Duval pour le CADTM, a été reçue au Ministère des Finances français.

Les 12 et 13 janvier, les apparitions dans les médias en France se multipliaient : interviews sur Radio Classique, France Culture, RFI et dans l'émission *Ici et ailleurs* sur i>Télé. De son côté, Eric Toussaint était sollicité par les médias belges ainsi que hollandais, argentins, australiens, espagnols et canadiens.

Le livre "Les tsunamis de la dette" que nous préparons, est la suite logique.

► DAMIEN MILLET

HAUTES PRESSIONS SUR LA DETTE

Le tsunami a frappé très fort le 26 décembre au matin. Dès que l'étendue du désastre a pu être appréhendée, l'aide et les dons ont commencé à affluer. Seuls quelques réseaux comme Jubilé Sud et le CADTM ont demandé très tôt -dès le 28 décembre- l'annulation totale et inconditionnelle de la dette extérieure publique des pays touchés. Au contraire, la réponse officielle fut bien terne et tardive : après le sommet sur l'aide aux sinistrés à Jakarta le 6 janvier, l'idée d'un simple moratoire sur la dette a été approuvée par le G7 le 7 janvier, avant que la réunion du Club de Paris (groupe de 19 pays du Nord créanciers) ne l'entérine le 12 janvier.

Ainsi donc les grands argentiers du monde se contentent d'un moratoire. Qui plus est, le Club de Paris prend la peine de reconnaître "*la dimension exceptionnelle*" de cette catastrophe, afin de ne pas donner des idées à d'autres pays touchés régulièrement par des tsunamis invisibles, qu'ils s'appellent misère, guerre, sida ou ajustement structurel. Selon le ministre français des Finances, Hervé Gaymard, seuls trois pays devraient accepter ce moratoire : l'Indonésie, le Sri Lanka et les Seychelles. La Thaïlande, par exemple, ne souhaite pas en bénéficier car cela nuirait à sa réputation de pays fiable et solide.

On voit là toute la perversité du modèle économique actuel, au sein duquel les dirigeants de pays touchés par une telle catastrophe préfèrent rassurer les marchés financiers plutôt que libérer des fonds pour aider leurs populations meurtries et reconstruire leurs côtes dévastées. Mais au-delà, les pays qui vont accepter ce moratoire n'auront rien de plus que quelques mois de répit : bien sûr, ils devront rembourser l'intégralité des sommes dues, en prolongeant les remboursements, ce qui n'arrange rien. Ils espèrent juste que les créanciers ne leur infligeront pas de pénalité de retard...

Dans un contexte où le malheur des populations est utilisé comme prétexte par des Etats du Nord pour déployer des soldats et pour imposer la poursuite de politiques néolibérales, on peut parfaitement comprendre que des gouvernements des pays touchés par le tsunami déclarent qu'ils peuvent se débrouiller seuls, qu'il en va de leur dignité et de leur souveraineté.

C'est avec regret que nous pouvons affirmer que le moratoire ne constitue pas une solution. Très habilement il est présenté comme un geste généreux. Pourtant, il n'est que le degré zéro de l'action politique. Le Club de Paris pouvait-il exiger les remboursements qui étaient attendus dès le mois de février ? La réponse est bien sûr négative. Il ne pouvait pas faire moins. Il se contente d'observer un instant de recueillement, mais il ne soulage en rien les pays touchés. En rien.

Chaque année, les pouvoirs publics de la douzaine de pays touchés par le tsunami remboursent environ 38 milliards de dollars au titre du "service de la dette". Car on "sert" sa dette, comme un esclave "sert" son maître... Tous les dons reçus, estimés à 10 milliards de dollars, seront engloutis dans les remboursements si on se contente de temporiser (moratoire) ou d'alléger (réduction partielle). Seule l'annulation totale de la dette publique externe peut permettre à ces pays de libérer des ressources conséquentes pour faire face aux difficultés qui se trouvent encore devant eux. Cette reven-

dication concerne d'ailleurs l'ensemble des pays en développement.

Elle peut à première vue sembler une position minoritaire. Il n'en est rien. Des centaines d'organisations de la zone ravagée, approuvées par des réseaux internationaux, la réclament haut et fort. Des soutiens remarqués se font jour. Le Parlement européen a adopté le 13 janvier une résolution qui souligne que tous les créanciers "doivent se mettre d'accord pour annuler progressivement la dette des pays en développement". Le texte adopté par 473 voix pour, 66 voix contre et 14 abstentions, marque un progrès par rapport au passé dans la mesure où il propose l'annulation (ce qui est différent d'un allègement) pour tous les pays en développement (et pas seulement les "pays pauvres", ou les "pays les moins avancés"), étant donné que "la solidarité internationale ne devrait pas dépendre d'événements tragiques". Le fait que la résolution ait pu réunir une large majorité de députés est une indication de la montée en puissance de l'idée d'annulation totale de la dette. C'est aussi la preuve que les initiatives prises par les institutions multilatérales, le G8, le Club de Paris, les gouvernements des pays créanciers pour résoudre le problème de la dette ont échoué.

Certes, les faiblesses de la résolution sont criantes : dans le même temps, elle "se félicite des appels à suspendre la dette des pays affectés par le tsunami", sans doute comme un pis-aller temporaire, en attendant l'annulation totale qu'elle appelle de ses vœux...

L'objection classique selon laquelle même les dirigeants des pays touchés ne demandent pas l'annulation ne tient pas : elle prouve surtout, d'une part leur rupture avec les intérêts de leur propre population, d'autre part que la bonne grille de lecture n'est pas Nord/Sud mais le clivage entre ceux qui profitent du mécanisme de la dette et ceux qui le subissent. Beaucoup trop de dirigeants des pays du Sud font cause commune avec les créanciers du Nord car ils ont un intérêt personnel à l'endettement de leur pays. Il s'agit là d'une véritable trahison des peuples par les élites politiques, tant celles du FMI, de la Banque mondiale, du Club de Paris que celles des pays endettés eux-mêmes.

La réponse actuelle des grands argentiers du monde est une sinistre mise en scène, aux conséquences dramatiques en termes de souffrances humaines. Plus que jamais, l'annulation totale de la dette reste à la fois une revendication centrale, une exigence populaire et un objectif facile à atteindre. Il ne manque que la volonté politique. Il y a donc là un levier d'action essentiel que nous devons saisir.

DAMIEN MILLET ET ERIC TOUSSAINT

2005 : PLUS D'EXCUSES !

En 2000, lors du sommet du Millénaire, les Etats membres de l'ONU ont pris des engagements de réduction sensible de la pauvreté d'ici 2015. Largement inférieurs aux demandes du Pnud ou de la Cnuced, ces engagements, au rythme actuel, ne seront tenus que dans 150 ans... quand on n'assiste pas à des reculs !

2005 sera une année charnière : la rencontre du G8 en Ecosse en juillet et l'Assemblée générale de l'ONU en septembre feront le point sur ces objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Belle occasion pour les mouvements sociaux du Nord comme du Sud de rappeler leurs revendications sur les relations Nord Sud et d'exiger les mesures radicales qui s'imposent pour en finir avec l'inacceptable.

Dans cette perspective, une coalition internationale "Action mondiale contre la pauvreté" s'est mise en place. De nombreuses plateformes nationales assurent le relai.

C'est le cas en France où Agir ici, le CCFD, la CFDT, Coordination Sud, le Crid et Caritas France sont aux manettes. Quatre axes ont été choisis : l'annulation de la dette des pays pauvres, l'augmentation et l'amélioration de l'Aide publique au développement, l'instauration de règles commerciales internationales plus justes et équitables et la lutte contre l'évasion fiscale.

Vous aurez compris que parmi la trentaine d'organisations participant à cette campagne, il y a le CADTM. Même si nous maintenons notre exigence de voir annuler la dette de tous les pays du Sud, inconditionnellement, cette mobilisation, à l'instar de la celle de l'an 2000, doit permettre de maintenir la pression.

Le contenu même du document de référence de la coalition française contient une critique des objectifs qui nous semble positive : peu ambitieux, ces objectifs sont, de plus, simplement exprimés en termes de besoins chiffrés et non en termes de droits. Ils risquent d'exclure des solutions les premiers concernés que sont les populations des pays du Sud et ils ne s'attaquent pas aux causes de la pauvreté.

La campagne s'étalera sur toute l'année. Elle a débuté en janvier avec une conférence de presse de lancement, et l'envoi d'une carte de vœux à Chirac demandant des initiatives concrètes. Le lancement international aura lieu à Porto Alegre lors du FSM.

En mars se tiendra un Forum international sur l'efficacité de l'aide au développement, lors de la rencontre des pays "donateurs" à Paris. En avril, semaine d'action mondiale pour un commerce plus juste. Le 16 mai : journée internationale de mobilisation contre la dette. En juin, journée de mobilisation contre les paradis fiscaux. Le 1er juillet : journée du bandero blanc, choisi comme symbole international, en amont du G8. Des rassemblements seront organisés dans toute la France. Le 10 septembre : deuxième journée du bandero blanc, à l'occasion du Sommet de l'ONU. Un kit de campagne est disponible : www.2005plusdexcuses.org.

Partout en France des regroupements doivent organiser ces initiatives. N'hésitez pas à les rejoindre. Le CADTM y participera activement.

CLAUDE QUÉMAR



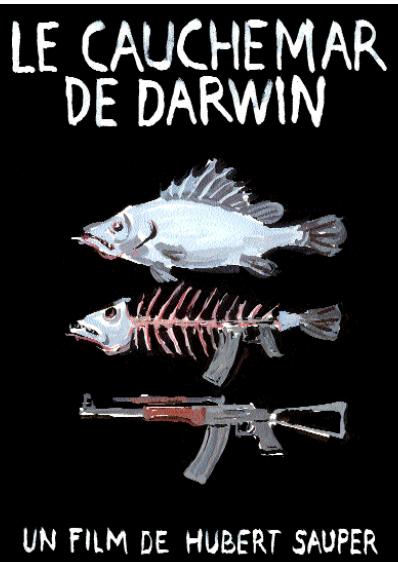
LE CAUCHEMAR DE DARWIN

Après *Life and Debt* en 2004, le CADTM se prépare à soutenir activement la sortie en France, le 2 mars prochain, du film *Le Cauchemar de Darwin*, réalisé par Hubert Sauper. Cette fois-ci, il nous emmène à Mwanza, en Tanzanie, dans l'Afrique des Grands lacs, pour décrire un épisode particulièrement symptomatique et édifiant de la mondialisation que nous vivons.

En effet, les rives du plus grand lac tropical du monde, considéré comme le berceau de l'humanité, sont aujourd'hui le théâtre d'un véritable cauchemar. Dans les années 60, la perche du Nil, un prédateur vorace, fut introduite dans le lac Victoria. Depuis, pratiquement toutes les populations de poissons indigènes ont été décimées. De cette catastrophe écologique est née une industrie fructueuse, puisque la chair blanche de l'énorme poisson est exportée avec succès dans tout l'hémisphère nord. Pêcheurs, politiciens, pilotes russes, prostituées, industriels et commissaires européens y sont les acteurs d'un drame qui dépasse les frontières du pays africain. Dans le ciel, en effet, d'immenses avions-cargos de l'ex union soviétique forment un ballet incessant au dessus du lac, ouvrant ainsi la porte à un tout autre commerce vers le Sud : celui des armes. Comme pour la dette, les richesses du Sud quittent très vite le pays, laissant sur place violence, misère, prostitution, sida, famine et mort.

Hubert Sauper explique : "L'éternelle question qui consiste à se demander quelle structure sociale et politique est la meilleure pour le monde semble avoir trouvé une réponse. Le capitalisme a gagné. Les sociétés futures seront régie par un 'système consumériste' perçu comme 'civilisé' et 'bon'. Dans le sens darwinien, le 'bon système' a gagné. Il a gagné en convainquant ses ennemis ou en les éliminant. Dans le Cauchemar de Darwin j'ai essayé de transformer l'histoire du succès d'un poisson et le boom éphémère autour de ce 'parfait' animal en une allégorie ironique et effrayante du nouvel ordre mondial. Mais la démonstration serait la même en Sierra Leone et les poissons seraient des diamants, au Honduras, ils seraient des bananes, et en Irak, au Nigeria ou en Angola... ils seraient du pétrole brut."

La sortie nationale du film aura lieu à Paris (Cinémas Racine), Lille (Métropole), Nantes (Concorde), Montpellier (Diagonales), Aix en Provence (Mazarin), Marseille (César), Grenoble (Club), Lyon (CNP), Bordeaux (Utopia), Toulouse (Utopia), Tours (Studio), Rennes (Arvor), Rouen (Melville), Nancy (Cameo), Nîmes (Sémaphore), Clermont-Ferrand (Paris), Pau (Meliès), Caen (Lux), Strasbourg (Star), Creteil (Palais), Montreuil (Meliès), Orsay (Tati). Le CADTM vous recommande tout particulièrement ce film à la fois passionnant, noir et révoltant. Nous reparlerons de la Tanzanie dans le prochain bulletin. Durée : 1h47. A ne surtout pas rater !



► DAMIEN MILLET

PANDÉMIES SANS FIN ?

En 2000, le G8 a pris l'engagement de lutter contre les principales maladies transmissibles (sida, tuberculose, paludisme). Le Fonds mondial pour la santé a été officiellement lancé lors du sommet de Gênes en juillet 2001, au cours duquel les pays du G8 se sont engagés à débourser 10 milliards de dollars par an d'ici 2005. Une étude de l'ONUSIDA établissait que cette somme était le minimum nécessaire pour stopper la propagation du sida dans le monde.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Au lendemain de la 9ème réunion de son Conseil d'Administration du Fonds mondial, le constat est dramatique : le Fonds mondial est au bord de la banqueroute. Un peu plus de 2 milliards de dollars seulement ont été versés, alors que M. Sidibé (directeur du département d'appui aux pays et régions de l'ONUSIDA) indiquait en novembre dernier les moyens nécessaires pour enrayer l'épidémie de sida : 17 milliards de dollars pour 2005...

Le mode de contribution ne prévoit aucune périodicité des dons ni aucune contrainte au regard des PNB respectifs des donateurs : les dons sont soumis au bon vouloir de chacun. Ainsi, la France a budgété 180 millions d'euros pour 2005 alors que sa part dans le PNB des pays de l'OCDE est de 5% et que 500 millions d'euros étaient attendus.

En tout, moins de 1 milliard de dollars a été promis pour 2005. Or, la seule reconduite des projets déjà financés nécessite 1,4 milliard de dollars, ce qui signifie que de nombreux malades, ayant commencé des traitements, anti-rétroviraux notamment, ne pourront les poursuivre. L'initiative de l'OMS, dite "3x5" de mettre 3 millions de personnes sous anti-rétroviraux d'ici 2005 est compromise par ce manque de financement.

De plus, le fonctionnement du Fonds mondial souffre de lenteur dans l'attribution des fonds pour les projets acceptés : il n'a déboursé que 10% de l'argent en caisse. Il s'en est fallu de peu que, lors de la réunion d'Arusha, le 5ème cycle de financement et d'appel à projet soit repoussé sine die, sous la pression de la France et des USA. Privilégiant le bilatéralisme, les USA ont refusé en 2004 de donner au Fonds mondial la somme prévue de 1 million de dollars. Ils ont en effet mis sur pied en 2003 un Plan d'urgence présidentiel pour l'aide contre le sida (Pepfar), de 15 milliards de dollars sur 5 ans, dont l'attribution est conditionnée : prévention dans la ligne idéologique du puritanisme états-unien (abandon du préservatif, lutte contre les comportements jugés déviants tels que prostitution et multipartenariat...), accords bilatéraux avec les pays bénéficiaires qui se trouvent contraints de limiter l'utilisation des médicaments génériques pour recevoir les aides...

En refusant d'honorer leur promesse envers le Fonds mondial, les pays du G8 laissent le champ libre à l'action des USA dans ce domaine : "une croisade contre le préservatif et les médicaments génériques" selon Khalil Elouardighi d'Act Up-Paris. Neuf ans après la diffusion des anti-rétroviraux au Nord, l'OMS estime que 98% des personnes qui en ont besoin n'ont toujours pas accès à ces traitements.

En conclusion, dans ce domaine aussi, les pays les plus riches tirent profit de leur domination économique pour imposer leur idéologie, morale et économique, aux plus pauvres. Derrière les promesses et les déclarations d'intention se cache une réalité toute autre où les pandémies de sida, tuberculose et paludisme continuent de tuer chaque jour 16000 personnes.

► ROSELINE PÉLUCHON

SOUDAN : VOL DE VAUTOURS

Au Soudan, contrairement à ce qu'on dit, ce n'est pas la paix qui arrive après 20 ans de guerre, mais une guerre différente contre la population. La Banque mondiale projette en effet de rouvrir des bureaux à Khartoum et demande déjà des efforts au pays s'il veut bénéficier de nouvelles aides. Elle travaille avec le FMI sur la question des arriérés de la dette. Après 2 millions de morts (6% de la population), les survivants devront d'abord rembourser les armes qui ont tué leurs proches avant d'espérer écoles, hôpitaux et autres infrastructures.

Le Soudan doit actuellement 324 millions de dollars à la Banque mondiale et sa dette extérieure s'élève à 21 milliards de dollars... Butin non négligeable mais dette odieuse puisque contractée par des régimes dictatoriaux, dont celui du général mafieux El Bachir, pour réprimer la population. Les Soudanais n'ont pas vu un seul dollar de cette dette mais chacun devra rembourser plus d'un an de travail (le salaire mensuel moyen est inférieur à 50 dollars). Au Soudan comme ailleurs, une dette ne doit pas être odieuse seulement quand cela intéresse les puissants. Tout notre réseau travaille à promouvoir largement cette doctrine juridique essentielle.

Sous couvert de paix, les institutions de Bretton Woods vont appliquer des ajustements structurels pour s'assurer l'asservissement éternel de l'économie soudanaise. Tout de suite après la signature des accords de paix, en encres de sang et de pétrole, les riches vautours du Nord, et du Soudan, ont survolé ce champ de ruines car ils savent qu'ils pourront continuer à s'enrichir sur les restes de ce pays dévasté. Les effets seront aussi mortels qu'en temps de guerre. Le pillage des richesses du peuple soudanais se poursuit... sans frais logistiques !

► GUILLERMO SINTES DIAZ

ECOUTER

► L'Afrique résiste ! Contrairement à certaines idées reçues, le continent noir s'oppose farouchement à sa descente aux enfers et, dans cette bataille contre la résignation, les musiciens sont souvent sur la ligne de front, exhortant leurs concitoyens à ne pas perdre espoir. L'association Survie, qui milite depuis des années pour dénoncer les relations actuelles entre la France et ses anciennes colonies africaines, a réuni huit d'entre eux sur une compilation. Certains sont déjà connus, comme Tiken Jah Fakoly, dont un ancien refrain ("Africa wants to be free") sert de titre à l'album. D'autres mériteraient de l'être, comme Didier Awadi, pourtant lauréat du prix Découverte RFI 2002, le burkinabè Smockey ou Tata Pound, les stars du rap malien. Les groupes français qui soutiennent d'ordinaire Survie (Tryo, Meï Teï Shô...) sont eux aussi représentés par des titres aux textes étonnamment explicites. Même si les limites de la production se font entendre par moments, l'ensemble est d'une force et d'une radicalité rarement entendues jusqu'ici. A se procurer d'urgence pour qui voudrait savoir ce qu'est un disque réellement engagé... **"Africa wants to be free"**, une compilation disponible chez Survie et dans les magasins à partir de la fin février. Concerts à Paris les 26 et 27 février, à Lyon le 3 mars.

Plus d'infos sur www.africawantstobefree.com

► FRANÇOIS MAUGER

LIRE

► **Chicken connection. Agrobusiness, dumping, souveraineté alimentaire. Le poulet africain étouffé par l'Europe.** Denis HORMAN. Gresea 2004.

Vous avez participé à la récente campagne "l'Europe plume l'Afrique" d'Agir Ici, dénonçant l'exportation des bas morceaux des poulets fabriqués à la chaîne en Europe vers les pays d'Afrique à des prix inférieurs de moitié aux productions locales. Et, bien sûr, vous souhaitez en savoir plus. Ce petit livre de Denis Horman du Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative (Gresea) de Bruxelles répond à cette attente.

Les exportations massives et incontrôlées de découpes de "poulet congelé" de l'Union européenne vers l'Afrique subsaharienne, bénéficiant de subventions indirectes, constituent une catastrophe pour les paysans du Sud, les économies nationales et la santé des populations.

Les politiques néolibérales (subventions agricoles, Accord sur l'agriculture de l'OMC, FMI, banque mondiale), en soutien à l'agrobusiness, renforcent une agriculture productiviste et industrielle qui relègue au second plan l'emploi, le respect de l'environnement, la qualité des produits... Et les bénéfices, captés par les firmes de l'agrobusiness (le groupe français Charles Doux par exemple) et les grandes chaînes de commercialisation, sont réalisés sans que la baisse des produits agricoles soit répercutée sur les consommateurs.

Partant de l'exemple des poulets, ce livre dissèque les différents mécanismes en jeu dans ce commerce inéquitable, dont l'objectif est de faire gagner les multinationales de l'alimentaire (Cargill et autres Nestlé) : politiques agricoles européennes, subventions déguisées, investissements dans des pays à bas coût de production comme le Brésil ou la Thaïlande.

Le rôle de l'endettement extérieur public n'est pas oublié. Il nous est ainsi rappelé que, pendant la famine qui a ravagé l'Ethiopie en 1984, le pays continuait à exporter de la nourriture pour bétail vers l'Europe ! Ou que l'Inde, avec ses 200 millions de mal-nourris, est exportatrice de céréales.

Mais, au-delà du constat, ce livre s'achève sur les mobilisations au nord comme au Sud pour en finir avec ces scandales de la pauvreté. Et à ce titre, il peut être un apport important à la campagne "2005 plus d'excuses". Des pistes sont avancées pour satisfaire les droits essentiels des pays du Sud : le droit au développement et la souveraineté alimentaire.

On peut commander ce livre au Gresea : gresea@skynet.be au prix de 8 euros plus frais de port. Profitez-en pour visiter leur site : www.gresea.be

► CLAUDE QUÉMAR

COMPTONS SUR LES DOIGTS...

► Les Etats-Unis ont déjà dépensé 225 milliards de dollars pour la **guerre en Irak**. C'est plus que la dette extérieure de toute l'Afrique subsaharienne.

► Le coût des **festivités de l'investiture** de George W. Bush le 20 janvier s'élève à 40 millions de dollars, contre seulement 6,5 pour ce cher Nicolas Sarkozy à la tête de l'UMP (quand même !). Rappelons que le budget du Burundi atteindra, en 2005, 286 millions de dollars, dont 45 % iront au service de sa dette...

► ISABELLE LIKOUKA ET DAMIEN MILLET

DETTE ET HUMANITAIRE, COMPLÉMENTAIRES ?

Les ONG sont désormais des acteurs incontestés de la scène politique internationale. Pourtant, ce terme regroupe des organisations aux buts, méthodes et statuts institutionnels très divers. Parmi elles, un groupe peut être individualisé : les ONG dites "humanitaires", basées au Nord et dont les programmes visent des populations du Sud. Leur essor est contemporain de l'application diffuse des politiques macro-économiques néolibérales à l'échelle planétaire, et il y a là une coïncidence qui mérite d'être interrogée. Comment ces ONG s'intègrent-elles dans ce monde globalisé ? Quels reflets donnent-elles des réalités du Sud ? Quels rôles jouent-elles, sciemment ou non, au Sud ?

Anesthésiants sociaux

Au Sud, les politiques macro-économiques néolibérales menées sous la houlette des institutions financières internationales font -entre autre- des ravages dans les services publics, via les coupes franches budgétaires, l'incitation musclée à la privatisation, etc. Des besoins auparavant satisfaits par l'Etat ne le sont plus, et sur ce terrain "abandonné" viennent se greffer de façon totalement anarchique une multitude d'acteurs, dont les ONG humanitaires. Celles-ci légitiment donc de facto les politiques qui organisent ce retrait forcé de l'Etat. Plus encore, elles en atténuent doublement les conséquences sur les populations : non seulement l'impact sectriel est moindre -par exemple permanence d'une offre de soins bien qu'elle change de nature institutionnelle- mais aussi et surtout l'impact social de ces politiques est amorti. En effet, en camouflant le retrait des services publics, les ONG affaiblissent les rapports de force sociaux qui pourraient remettre en cause ce démantèlement de l'Etat et créer les conditions de changements de fond.

Une approche dépolitisée

Au Nord, leurs témoignages -qui se confondent d'ailleurs souvent avec leur discours de recherche de fonds- se coule dans un moule post-colonialiste imbibé de charité. Pour schématiser, les blancs aident les noirs, et les riches aident les pauvres. Les populations dites bénéficiaires n'y sont pas présentées comme des citoyens ou des acteurs sociaux mais comme des victimes, et l'analyse des mécanismes sous-jacents à la pauvreté, aux conflits et famines fait souvent cruellement défaut. Le discours des ONG humanitaires donne ainsi à voir un monde fragmenté, dépolitisé, fait de crises et conflits épars, affecté par les maladies et catastrophes naturelles, qui "produisent" des victimes. Des exceptions existent, par exemple la campagne très pertinente de MSF pour l'accès aux médicaments essentiels, qui met en lumière le danger que représente l'accord de l'OMC sur les brevets pour des milliards d'êtres humains.

Logique interne, redevabilité

Les ONG élaborent et mettent en œuvre des programmes adressés à des populations dites bénéficiaires, qui légitiment donc l'existence des ONG. Néanmoins, les ONG ne sont structurellement redevables -d'efficacité, d'efficience, de qualité- qu'à leurs bailleurs, qu'ils soient publics ou privés. Le principe de service public est mis à mal : les organisations humanitaires fournissent aux populations des services sans leur être redevables de quoi que ce soit. Des outils méthodologiques ont été conçus pour tenter de pallier à ce biais. La participation des populations dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes, le renforcement des capacités, sont autant de concepts à la mode. Sans

remettre en cause l'éthique de ces démarches, il faut souligner qu'elles n'ont aucun caractère contraignant, et ne sont qu'une sorte de bonus. Les ONG mènent donc des programmes pour des populations, éventuellement avec elles, mais sans leur être redevables de quoi que ce soit.

Conclusion

Il ne s'agit pas de refuser en bloc tout type de solidarité citoyenne Nord-Sud. Au contraire. Mais il faut être vigilant sur les formes que prend l'aide, afin qu'elle ne contribue pas pérenniser les mécanismes producteurs de "victimes". Or certaines caractéristiques des ONG humanitaires laissent penser qu'elles font indirectement le jeu des politiques néolibérales...

► JULIE CASTRO, ENVOYÉE SPÉCIALE A LA FRONTIÈRE BIRMANO-THAÏ

LE FMI ET LA DETTE ODIEUSE

Dans le numéro de décembre 2004 de *Finances & Développement*, une revue éditée par le FMI, Raghuram Rajan, conseiller économique et directeur du département des études de cette institution, nous livre sa vision de la dette odieuse. S'il convient qu'il y a "tout lieu de s'inquiéter" lorsqu'un gouvernement illégitime s'endette et que les fonds obtenus ne profitent pas aux populations, il n'en pense pas moins que la dénonciation de la dette odieuse est une proposition vaine.

Premier argument, déclarer un régime odieux n'aurait pas d'effet sur les dictateurs en place car ceux-ci "ne décideraient-ils pas tout simplement de brader les ressources du pays ? (ndl : n'est-ce pas ce qui se pratique déjà couramment ?) (...) La situation d'un pays ne pourrait-elle pas s'aggraver davantage si le pillage, au lieu de se faire par dette interposée, empruntait des voies moins traditionnelles ?" Quel aveu ! Ou quel cynisme ! Si l'on suit le FMI, préférerons donc le pillage qu'il organise à un pillage anarchique qui verrait se mettre en place "un trafic florissant d'antiquités, de drogue, de bois, ou encore d'animaux en voie de disparition".

Deuxième argument, déclarer une dette odieuse peut être source de difficultés pour une démocratie naissante qui, face au risque de renversement qu'elle courrait, dissuaderait les créanciers de lui prêter les sommes nécessaires à son développement. Si l'on ajoute à cela qu'un pays qui déciderait de ne pas rembourser une dette odieuse verrait sa "cote" chuter en raison d'une perte de confiance des prêteurs, on comprend mieux pourquoi rien ne se passe et pourquoi certains pays victimes du tsunami ne souhaitent pas que leur dette soit en partie gelée, ou même annulée, car cela donnerait un très mauvais signal aux marchés financiers et réduirait leurs possibilités futures d'emprunt. Le système actuel a ceci de merveilleux qu'il arrive à convaincre les victimes de demander aux bourreaux de ne pas réduire leurs souffrances.

Dès lors, notre économiste made in FMI (Fortement Muni d'Immoralité...) peut conclure qu'il "n'est en rien surprenant - ni injuste - que la proposition de dénonciation de la dette odieuse reste en veilleuse". Ce qui est juste, c'est de dénoncer le comportement de cette institution odieuse. ► ERIC BERR

Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 00 33 (0)2-38-59-98-28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Damien Millet

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : fév. 2005

Dessin : Stiki Archives : www.cadtm.org

EN DIRECT DES GROUPES LOCAUX

Grenoble-Valence

Lors de l'AG à Nîmes du CADTM, nous avons été préoccupés par la différence entre le message du CADTM et le fait qu'après un an, nous ne soyons toujours qu'une poignée. Il nous semble qu'il y a 2 moyens de conscientiser les gens sur l'importance de ce mécanisme de la dette et des ravages qu'il fait dans le monde. En Europe, il y a d'une part les prises de position internationales et nationales faites par Eric Toussaint, Damien Millet, et quelques autres, et, d'autre part, il y a localement la manière dont chacun et chacune de nous divulgue ces analyses dans son propre entourage.

Un des moyens est de réunir autour de ces idées de plus en plus de monde. Chaque nouvel adhérent du CADTM devient à son tour dans son milieu une caisse de résonance qui dénonce ce pillage du Sud fait par les institutions financières et les gouvernements du Nord.

C'est avec cette conviction que nous avons décidé d'œuvrer cette année à la naissance de 2 comités locaux, à Valence et à St Etienne. Pourquoi ces 2 villes ? Parce qu'elles ne sont pas trop éloignées de chez nous et que nous y avons des amis qui sont sensibles à cette problématique, et qui sont bien insérés dans le tissu militant local. Nous avons discuté avec deux amis de Valence de ce projet, Françoise Maquin et André Duny, adhérents depuis un an du CADTM. Ils ont complètement partagé ce projet et l'ont construit avec nous. Ils ont mobilisé leurs différents réseaux et nous sommes allés à Valence en novembre pour une réunion de préparation où nous nous sommes retrouvés une douzaine. Nous avons décidé avec ce petit groupe de faire une soirée vivante, pas classique, une soirée qui soit orientée sur la question de la création d'un comité local CADTM à Valence. André et Françoise qui font partie d'un Comité d'Education Nouvelle Alternative et Populaire ont insisté sur leur volonté de donner à la réunion, un caractère interactif. Nous avons programmé cette soirée le 20 janvier. Nous étions venus à 4 de Grenoble et Claude Quémar du CADTM France s'était joint à nous. Ce fut une soirée très réussie. Les copains de Valence avaient très bien répercuté l'information.

Nous étions une bonne quarantaine. Pratiquement toutes les associations concernées étaient présentes : ATTAC, Survie, Artisans du Monde, Ritimo, les amis du Monde Diplomatique, l'Asti, une radio alternative. La salle était organisée en rond. Nous étions venus avec livres, tracts, disques et panneaux d'expo sur la dette. La rencontre annoncée à 19h a commencé par un buffet offert par Artisans du Monde. Puis Milo Vouimba, militant antillais du CADTM Grenoble, est intervenu avec un poème en créole. Ensuite, nous avons mis en place une petite pièce qui représentait un dialogue de sourds entre une femme africaine, jouée par Bernadette Monnet de Côte d'Ivoire, et un représentant de la Banque mondiale, Claude Quémar (mais oui, j'ai bien dit, représentant de la BM !). Ce face-à-face est brusquement interrompu par Milo, dans son rôle de militant du CADTM. S'en est suivi un débat, et en fin de soirée, les participants de la Drôme ont pris une demie heure pour fixer les modalités de fonctionnement interne et décider de se retrouver mi-février. Longue vie au comité valentinois...  MARTINE TOULOTTE

Marseille

Quelques adhérents ou sympathisants isolés du CADTM ont décidé de tenter l'aventure : constituer un collectif CADTM sur Marseille. Une conférence avec Damien pourrait avoir lieu le vendredi 1er avril pour présenter la dernière publication du CADTM, suivie d'un stage de formation le samedi 2, pour apprendre à faire fonctionner un groupe. Pour préparer tout cela au mieux, une réunion est prévue le 4 février, à 20h, à Mille Babords (61, rue Consolat, M° Réformés). Contact : Raphaël Granvaud, 06 88 97 63 77 ; raf4@wanadoo.fr

 RAPHAËL GRANVAUD

Aix-en-Provence

Salle comble à Aix pour le débat sur la Jamaïque

La dette est revenue sur le devant la scène pour de bien tristes raisons ! Les journaux et les radios n'en n'ont jamais autant parlé ! Cet intérêt, nous l'avons constaté à Aix lors de la projection de *Life and Debt* suivie d'un débat animé par Damien au Ciné Mazarin le 14 janvier. *La Provence*, journal régional rapporte : 'C'est complet, répétait sans relâche l'ouvreuse du cinéma Mazarin aux retardataires venus en masse assister à la conférence-débat sur le film de Stéphanie Black (...) une intervention passionnée et passionnante, bienvenue sachant que la question du moratoire a fait couler beaucoup d'encre concernant l'Asie.' C'est vrai, comme a dit l'une d'entre nous, Damien a littéralement "scotché" son auditoire à sa place pendant une heure et quart, re-situant le film dans sa perspective historique et expliquant le mécanisme de l'endettement, le rôle du FMI etc. De nombreux jeunes dans la salle, certains venus pour la musique bien sûr, sont restés au débat ! Nous constatons de nouveau que le menu film+musique+débat nous permettent de toucher un large public. Il nous faut continuer dans cette voie. Cela nous motive à Aix pour essayer de trouver le moyen d'être présents dans les facs, les jeunes semblant réceptifs à notre combat.

 JOCELYNE DUCROCQ

Paris

Il y avait peu de monde (50 personnes) le 16 janvier au meeting sur la Côte d'Ivoire, mais les organisations signataires suivront dorénavant de concert l'actualité pour une réaction rapide sur la base de l'appel lancé par la revue *Afrique XXI* (à laquelle nous participons, n'hésitez à envoyer des articles par mail à skyspass@free.fr).

Les intervenants ont parlé de « l'ivoirité » et de son imprégnation dans la société ivoirienne, de ses dégâts palpables (presses, syndicats ivoiritaires), puis de la présence des forces françaises en Côte d'Ivoire (43ème BIMA et Licorne) et de la nécessité d'une force d'interposition de l'Union Africaine (sauf forces de pays trop impliqués comme le Burkina Faso de Compaoré). Ensuite du maintien post-indépendances de la Zone Franc CFA (dans 14 pays d'Afrique d'abord, 15 en 1997) qui compte autant d'habitants que le Nigeria pour une superficie bien plus grande mais un PIB deux fois moindre.

Le pré-carré français issu de De Gaulle et Foccart se délite mais les affaires tournent tandis que la population ne cesse de toucher le fond. Le dernier intervenant, militant rwandais des droits de l'homme, insiste sur le fait que le pire n'est pas une fatalité. Ce n'est ni au FMI, ni à la Françafrique de gérer la crise politique ivoirienne, c'est aux Ivoiriens eux-mêmes. Mais quand la crise économique et sociale est le terreau sur lequel se bâtit une idéologie xénophobe et armée, souvenons-nous que l'Etat français est la seule grande démocratie à avoir participé à deux génocides au XXème siècle.  RENAUD SAVÉAN

JOURNÉES SUR LES RÉSISTANCES

Les 14 et 15 janvier, le comité CADTM a organisé avec le soutien et l'aide de plusieurs associations (Afric Impact, Attac, Survie, CCFD, CIIP, les LutTins, le Comité Norbert Zongo...) une journée intitulée : Résistances.

+ Résistances et luttes menées par les populations du Burkina Faso, du Ghana, de Bolivie, face à la détérioration des conditions de vie imposées par les politiques néo libérales, le FMI, la BM, l'OMC...

+ Résistances d'un gouvernement, celui de Hugo Chavez et de tout le peuple du Venezuela : aujourd'hui, leur énergie et leur détermination conjuguées s'opposent à la domination des rentiers du pétrole, des grands propriétaires de terres, aux pressions des USA, à celles des institutions internationales ...80 % de la population autrefois " invisible ", vivant en dessous du seuil de pauvreté, apprend à s'organiser, à réclamer ses droits, à gérer sa vie, à prendre sa place dans les décisions du pays...un gouvernement favorise les initiatives de la population à construire plus de justice et de solidarité, lance des propositions de relations basées sur le respect entre les peuples, les pays...C'est un formidable espoir pour l'Amérique du Sud et pour le monde !

+ Résistances dans plusieurs pays d'Amérique du Sud : des luttes qui prennent des formes nouvelles. Les plus pauvres et les plus marginalisés, ceux qui vivent dans la survie (les paysans sans terre, les indigènes, les habitants des bidonvilles...) s'opposent à la misère et à l'inégalité grandissantes qui leur sont imposées, et ils proposent et construisent déjà des alternatives...

Tous ces mouvements et regroupements qu'ils soient localisés, ou à l'échelle d'un pays ou encore à l'échelle de plusieurs pays (Forum social des Amériques, rencontre mondiale, en 2004, des paysans de Via Campesina, rencontre amérindienne, en 2004 aussi, à Quito-Equateur, de délégués indigènes de 21 pays différents)... toutes ces luttes font le lien entre les conséquences du paiement de la dette (Plans d'Ajustement Structurel, diminution des budgets sociaux...) et celles de la " globalisation " actuelle imposée par les financiers, investisseurs et autres grands profiteurs des richesses du monde.

Ces exemples de résistances ont été proposés au public au moyen d'un film, d'une exposition de panneaux, de témoignages, un débat permettant ensuite de partager et approfondir les connaissances et informations réunies.

+ Une soirée a été consacrée, avec la présence de Claude, au travail mené par toute une équipe du CADTM, sur le Droit International : présentation simple, abordable par tous, parce que Claude est clair, extrêmement précis et même les non initiés et non connaisseurs en matière de droit ont pu aborder et comprendre les arguments comme ceux de " dette odieuse ", droit au développement, etc...

+ Enfin nous avions invité Bob Bovano, chanteur haïtien engagé, il a contribué, au travers de ses mots percutants,

de son humour, de sa très belle voix et des réflexions qu'il nous faisait partager, à l'ambiance conviviale et chaleureuse de ces moments. La fête s'est poursuivie tard dans une des maisons accueillantes de la ville...

A la suite des deux journées consacrées, la première (janvier 2003) à l'explication du mécanisme de la dette et de ses conséquences, celle-ci aux résistances, le comité va préparer la suite : une journée sur les alternatives, sur d'autres modes de développement...tout un travail et une réflexion que nous voulons mener, en collectif d'associations, comme toujours, avec des amis originaires de pays du Sud, de plus en plus nombreux à rejoindre le comité, avec également des citoyens jeunes et moins jeunes qui découvrent avec nous les liens existant entre les luttes des pauvres au Nord et celles des pauvres au Sud...

ISABELLE RAMA

A LIRE ET À RELIRE

Pour ceux et celles d'entre vous qui n'ont pas eu la bonne idée de s'abonner aux publications du CADTM international, sachez que le dernier numéro de la revue *Les autres voix de la planète* (AVP pour les intimes) est accompagné d'un numéro spécial, sous forme d'un petit livre : *"Le droit international, un instrument de lutte ? Pour une justice au service des peuples"*.

Ce livre est la synthèse des quatre premiers séminaires internationaux de droit organisés par le réseau international à Bruxelles puis à Amsterdam, dont ce bulletin s'est fait l'écho.

Il vise à offrir un aperçu des thèmes étudiés par le CADTM dans sa recherche de solutions à mettre en œuvre en vue de l'annulation de la dette du Tiers Monde et de la transformation du système économique et financier international, avec le droit international comme outil d'analyse... et de combat.

Une sorte de tour d'horizon permettant de mesurer l'étendue du champ de réflexion et d'action qui s'ouvre à toutes celles et tous ceux qui veulent œuvrer à la transformation du monde. Point n'est besoin d'être juriste, ni porteur de diplômes spécialisés pour se saisir des questions soulevées ici par des femmes et des hommes du Sud et du Nord : il s'agit simplement de se réapproprier le droit comme instrument de lutte pour la justice sociale.

En voulant mettre à la portée de tout un chacun des notions comme celle de " dette odieuse ", de " dette écologique ", d'" audits "..., en présentant les outils juridiques et leurs limites, nous avons souhaité renforcer notre combat commun.

Ce livre sera disponible en librairie à partir du mois de mars mais peut être commandé auprès du CADTM dès maintenant au prix de 9 euros.

CLAUDE QUÉMAR

Adhérez, c'est un ordre !

B16

Nom (en capitales) : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____ Mel : _____ @ _____

[] Adhère au CADTM France : [] 10 euros [] 5 euros (petits revenus)

[] M'abonne aux publications du CADTM : [] 38 euros [] 22 euros (petits revenus)

A adresser avec votre règlement à : CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau